

Un article de Slate.fr du 20 août :

### La moralisation du capitalisme? Tu parles (1/3). (25.08)

Cet article est le premier d'une série de trois écrits par Eric Le Boucher intitulée la *Saison du populisme*. Les deux suivants qui seront publiés dans les prochains jours ont pour titre: *La coordination du G20, Tu parles* et *Une reprise? Tu parles*.

Davos. Mercredi 27 janvier 2010. L'immense salle est pleine à craquer. Nicolas Sarkozy est le premier président français à se rendre au Forum économique mondial dans les Alpes suisses. Beaucoup des «Davosiens», investisseurs, banquiers, industriels venus comme chaque hiver des Etats-Unis, d'Inde, du Brésil et de Chine, sont là. « *C'est notre vision du monde qui a été défailante* », commence le président. En pleine crise, il est venu dire ce qu'il pense aux «*global leaders*». «*Le capitalisme a toujours été inséparable d'un système de valeurs, d'un projet de civilisation, d'une certaine idée de l'homme (...) La mondialisation a dérapé à partir du moment où il a été admis que le marché avait toujours raison sans condition, sans réserve et sans limite et aucune autre raison ne pouvait lui être opposée (...) La crise que nous traversons n'est pas une crise du capitalisme. C'est une crise de la dénaturation du capitalisme (...) Nous sauverons le capitalisme et l'économie de marché, en le refondant, oserai-je le mot, en le moralisant*».

Nicolas Sarkozy n'est pas seul. Sans doute, pour beaucoup de Davosiens le président français est-il exagérément «*politique*», étatiste, nationaliste: il est Français! Et son discours n'a reçu finalement qu'un accueil frais. Mais il n'est pas seul. Barak Obama, Angela Merkel et même l'Anglais Gordon Brown... tous sont sur la même longueur d'onde. Le capitalisme financier a dérapé gravement. Le libéralisme est allé trop loin. Les marchés livrés à eux-mêmes ont conduit le monde dans le décor. Il est temps que les Etats reprennent le pouvoir, fixent des règles, des interdits et imposent des valeurs morales. La première est que les casseurs devraient être les payeurs. Or, le système financier qui a foncé dans le gouffre, n'a su ensuite que tendre la main aux contribuables. Une fois, le 15 septembre 2008, un gouvernement, celui des Etats-Unis, a voulu «*faire un exemple*» et il a laissé mourir une banque, Lehman Brothers. Mal lui en a pris. Tout s'est écroulé. Le monde est entré dans la pire récession depuis 50 ans. Il a fallu payer! La banque est un animal particulier qui tient l'économie au cou. Le contribuable n'a pas le choix que de renflouer les banquiers mêmes les plus coupables. Mais qu'au minimum disent Obama, Sarkozy et alii «*que cela soit la dernière fois*» !

Nicolas Sarkozy, le Français, va un pont plus loin. Il dénonce «*un monde où tout était donné au capital financier, tout, et presque rien au travail*», il critique les gains faciles et rapides «*sans effort et souvent sans aucune création de richesses*», défend l'industrie et les investissements d'avenir. Concrètement, il liste les réformes à mener: limiter les bonus des traders, introduire une taxe sur les banques, réviser les normes comptables, mettre au pas les agences de notation, stabiliser les cours des matières premières, rabaisser les exigences de la finance de rendement «*absolument exorbitantes*» et, enfin, mettre en place un nouveau système pour gérer les monnaies mondiales, «*un nouveau Bretton Woods*».

L'idée générale est qu'après trente ans de suprématie, le libéralisme doit céder devant ce que Nicolas Sarkozy nomme «*une autre vision du monde*». Il reste défenseur du capitalisme et de l'économie de marché mais promet «*une moralisation*», c'est-à-dire des changements majeurs, une nouvelle ère.

Septembre 2010, neuf mois plus tard, qu'a-t-il été fait? Sur les bonus, une mascarade. Les banques continuent d'attirer les meilleurs en les payant des montagnes cash ou tout comme. La banque Citi, N° 1 aux Etats-Unis, leur verse immédiatement 25% du bonus et 75% en actions. Si les traders sont intéressés par l'avenir de leur banque, voilà n'est-ce pas, qui devrait élargir leur horizon et arrêter de les pousser dans les spéculations de court terme. Sauf qu'ils ont le droit de revendre ces actions au bout de cinq jours... ce qui ne change donc rien.

Des taxes ont été instaurées sur les banques, mais «*provisoires*», la concurrence des places financières entre elles empêche d'avancer. Sur les normes comptables, les discussions ne sont même pas ouvertes. Sur les cours des matières premières, aucun moyen n'a été trouvé. Sur les agences de notation, on attend. Sur l'exigence de rendement, personne n'en parle plus. Sur Bretton Woods, le FMI a été renforcé, rien d'autre. Les Etats nations n'ont en réalité rien voulu céder de leurs prérogatives. Réguler les banques? Les corseter? C'est risquer de les voir partir et de perdre des emplois. Commencez donc ailleurs que chez moi...